

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAEC AR MANERIOU

Quilliguien
29420 Plouvorn

Références : -
Code AIOT : 0052903123

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement GAEC AR MANERIOU implanté Quilliguien 29420 Plouvorn. L'inspection a été annoncée le 30/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC AR MANERIOU
- Quilliguien 29420 Plouvorn
- Code AIOT : 0052903123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GAEC AR MANERIOU exploite un élevage mixte porcs et bovins au lieu-dit " Quilliguien " à PLOUVORN.

L'atelier porcin est autorisé pour 318 porcs reproducteurs, 2842 porcs charcutiers et cochettes non saillies et 1440 porcelets en post-sevrage.

L'atelier bovin comprend 160 vaches laitières et la suite.

Le GAEC est adhérent au GIE de l'Horn, qui traite une partie des déjections produites.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention accident élevage
- Fuite dans le milieu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Respect des effectifs d'animaux autorisés	Arrêté Préfectoral du 15/02/2021, article 1.1	Demande d'action corrective	6 mois
2	Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Intégration paysagère et propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
4	Étanchéité des bâtiments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I	Sans objet
5	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	Sans objet
6	Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III	Sans objet
7	Collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
8	Capacités de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	Sans objet
9	Absence de rejets directs d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
10	Collecte des	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	eaux de pluie	article 24	
11	Déclaration annuelle des quantités d'azote épanchées ou cédées (DFA)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque de déversement est réduit du fait de la bonne tenue de l'élevage et des dispositifs de sécurité existants. Les exploitants ont une très bonne connaissance des réseaux de leur exploitation (déjections et eaux pluviales).

Un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation devra être déposé pour le 30 juin 2025.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs d'animaux autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/02/2021, article 1.1
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Arrêté Préfectoral n° 136/2014 AE du 5 novembre 2014 pour les effectifs suivants : 318 reproducteurs, 2842 porcs charcutiers et cochettes non saillies et 1440 porcelets en post-sevrage et 160 vaches laitières sur le site de « Quilliguien » à PLOUVORN
Constats : Les effectifs porcins produits déclarés dans la Déclaration de Flux d'azote (9 001 porcs charcutiers et 9 667 porcelets post-sevrages produits) sont supérieurs aux effectifs autorisés (8 778 porcs charcutiers et 9 306 porcelets post-sevrages produits). Le nombre de vaches laitières (121) est inférieure à celui de l'arrêté préfectoral (160). La production d'azote déclarée dans la DFA (Déclaration des Flux d'Azote) s'élève à 42950 kg (avec BRS porcs) en 2023 (52712 kg dans le dossier de 2014). Sans utilisation du BRS, la production d'azote est estimée à 45 919 Kg N sur cette période.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Un dossier de mise à jour des conditions d'exploitation prenant en compte l'augmentation de production de l'atelier porcin devra être déposée auprès des services préfectoraux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Conformité de l'installation au dossier présenté (ou: au projet autorisé)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales : mise en oeuvre du projet
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : Concernant le bâti de l'exploitation, des dossiers ont été déposés pour chaque nouveau projet de bâtiment (notamment pour la construction de l'étable à génisses en cours lors de la visite). Concernant la gestion des déjections, l'exploitant utilise des prêteurs de terres pour l'épandage de lisier brut de porcs (5 445 Kg N chez 3 prêteurs dans la DFA de 2023). En conséquence le volume de lisier transféré vers le GIE de l'Horn est moins important.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La modification de la gestions des déjections devra être présentée dans le dossier de mise des conditions d'exploitation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Intégration paysagère et propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, Dispositions générales : tenue des abords de l'installation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Les abords du site inspecté sont propres et entretenus pour les deux ateliers. L'ensemble des installations étaient facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Étanchéité des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Tous les sols des bâtiments d'élevage, de la salle de traite, de la laiterie et des aires d'ensilage

susceptibles de produire des jus, toutes les installations d'évacuation (canalisations, y compris celles permettant l'évacuation des effluents vers les équipements de stockage et de traitement, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. A l'intérieur des bâtiments d'élevage, de la salle de traite et de la laiterie, le bas des murs est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité sur une hauteur d'un mètre au moins. Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux volières, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.

Constats :

La vérification des murs extérieurs des bâtiments a permis de constater l'absence de suintement ou d'écoulement extérieur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II

Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.

Constats :

La vérification des ouvrages des stockage a permis de constater l'absence de d'écoulement hors de l'ouvrage. Les fosses extérieures ne présentent pas de risque de chute.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Étanchéité des ouvrage de transfert d'effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-III

Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN

Prescription contrôlée :

Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.

Constats :
L'exploitation dispose de peu de canalisations externes aux bâtiments. Aucun défaut d'étanchéité n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée :
Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
Constats :
<p><u>Atelier bovin :</u></p> <p>La stabulation est équipée d'un racleur automatique qui dirige les déjections vers le pignon Sud du bâtiment, où elle rejoignent un caniveau qui les conduit vers la fosse STO3, depuis laquelle elles sont pompées à destination du GIE de l'Horn.</p> <p>Les eaux blanches sont récupérées dans une fosse de 2 m³ située au niveau du pignon Nord du bâtiment B1 puis pompées vers la STO3.</p> <p>Le bâtiment B10 qui est en cours de construction abritera les génisses et les niches à veaux. Les déjections seront évacuées vers le pignon Est du bâtiment et pompées également vers la STO3. Les fumiers produits sont stockés au champs.</p> <p><u>Atelier porcin :</u></p> <p>Les lisiers produits dans les bâtiments P1 ainsi que dans la partie Est de la porcherie « gestante » sont dirigés directement vers la fosse extérieure STO1.</p> <p>Les lisiers produits dans les bâtiments P12, P13 et dans la partie Est de la porcherie « gestante » transitent au préalable dans un puits tampon (surélevé par rapport aux préfosse) avant de rejoindre la fosse STO1.</p> <p>Le lisier est ensuite transféré par canalisation enterrée vers le GIE de l'Horn, depuis la fosse STO1. Les opérations de vidange des préfosse sont effectuées par un membre du GAEC.</p> <p>Pour le bâtiment P14 (plus récent), le lisier est pompé à la tonne pour transfert vers le GIE ou pour épandage.</p> <p>L'exploitant indique qu'une triple sécurité a été mise en place au niveau du GIE : un pressostat, une sonde et une poire de niveau haut.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Capacités de stockage des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN
Prescription contrôlée :

<p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les capacités de stockage présentes permettent de gérer les déjections produites. Le transfert vers le GIE de l'Horn ajoute une souplesse dans la gestion du stockage de lisier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Absence de rejets directs d'effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun écoulement vers le milieu n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Collecte des eaux de pluie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle/DN</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bâtiments sont équipés de gouttières et de descentes en très bon état. La majorité des eaux de pluie sont dirigées vers un fossé situé au Nord de l'atelier porcin. L'exploitant envisage d'installer une noue à cet endroit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées (DFA)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4-2</p>

Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse : DFA
Prescription contrôlée : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.
Constats : L'exploitant a réalisé sa déclaration annuelle des flux d'azote pour la campagne culturale 2022-2023.
Type de suites proposées : Sans suite